



# Situation et perspectives de l'économie mondiale

Résumé analytique

2023



**Nations  
Unies**

# Résumé analytique

## L'économie mondiale a subi des chocs multiples

En 2022, à mi-parcours de la période de mise en œuvre des objectifs de développement durable, dont la réalisation est prévue pour 2030, l'économie mondiale a été frappée par une série de chocs graves et cumulatifs. Alors que les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) se faisaient encore sentir partout dans le monde, la guerre en Ukraine a déclenché une nouvelle crise, perturbant les marchés de l'alimentation et de l'énergie et aggravant l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans de nombreux pays en développement. La forte inflation a entraîné une érosion des revenus réels et une crise mondiale du coût de la vie qui a plongé des millions de personnes dans la pauvreté et la précarité économique. Parallèlement à cela, la crise climatique a continué d'avoir de lourdes répercussions, les vagues de chaleur, les incendies de forêt, les inondations et les ouragans ayant entraîné des dommages économiques massifs et provoqué des crises humanitaires dans de nombreux pays.

Tous ces chocs pèseront lourdement sur l'économie mondiale en 2023. La persistance d'une inflation élevée – environ 9 % en moyenne en 2022 – a donné lieu à un resserrement monétaire agressif dans de nombreux pays développés et en développement. Les relèvements rapides des taux d'intérêt, notamment de la part de la Réserve fédérale

américaine, ont eu des retombées partout dans le monde, provoquant des sorties de capitaux et une dépréciation des monnaies dans les pays en développement, accentuant les pressions sur la balance des paiements et aggravant les risques liés à la soutenabilité de la dette. Les conditions de financement se sont fortement durcies dans un contexte d'endettement privé et public élevé, ce qui a eu pour effet d'accroître le coût du service de la dette, de restreindre la marge de manœuvre budgétaire et d'exacerber les risques de crédit souverain. La hausse des taux d'intérêt et la baisse du pouvoir d'achat ont ébranlé la confiance des consommateurs et pesé sur les perceptions des investisseurs, assombrissant encore les perspectives de croissance de l'économie mondiale à court terme. Le commerce mondial a également connu un ralentissement lié à la diminution de la demande de biens de consommation, à la guerre prolongée en Ukraine et à des difficultés persistantes au niveau de la chaîne d'approvisionnement.

Dans ce contexte, la croissance de la production mondiale devrait tomber de 3 % (estimation pour 2022) à 1,9 % seulement en 2023, soit l'un des taux les plus faibles des dernières décennies. La croissance mondiale devrait connaître une accélération modérée pour atteindre 2,7 % en 2024 si, conformément aux prévisions, certaines difficultés macroéconomiques commencent à s'aplanir l'an prochain. Les pressions inflationnistes devraient se relâcher progressivement dans un contexte d'affaiblissement de la demande globale sur les

marchés mondiaux. Cela devrait permettre à la Réserve fédérale et aux autres grandes banques centrales de ralentir le rythme du resserrement monétaire et, à terme, de passer à une politique monétaire plus accommodante. Les perspectives économiques à court terme restent toutefois très incertaines du fait de la persistance d'une myriade de risques économiques, financiers, géopolitiques et environnementaux.

## Fort ralentissement dans la plupart des économies développées

Le ralentissement économique actuellement observé au niveau mondial touche aussi bien les pays développés que les pays en développement, dont beaucoup risquent de connaître une récession en 2023. Le rythme de la croissance a ralenti aux États-Unis, dans l'Union européenne et dans d'autres économies développées, ce qui a eu des répercussions négatives sur le reste de l'économie mondiale. Aux États-Unis, le produit intérieur brut (PIB) ne devrait augmenter que de 0,4 % en 2023 après une croissance estimée à 1,8 % en 2022. Les consommateurs devraient réduire leurs dépenses du fait de la hausse des taux d'intérêt, de la baisse des revenus réels et de l'importante diminution de la valeur nette du patrimoine des ménages. La hausse des taux hypothécaires et l'envolée des coûts de construction continueront probablement de peser sur le marché du logement, et l'investissement fixe résidentiel devrait encore diminuer.

La poursuite de la guerre en Ukraine a entraîné une détérioration prononcée des perspectives économiques de l'Europe à court terme. De nombreux pays européens devraient connaître une légère récession, les coûts élevés de l'énergie, la forte inflation et le durcissement des conditions financières pesant sur la consommation et l'investissement des ménages. L'Union européenne devrait enregistrer une croissance de 0,2 % en 2023, contre un taux estimé à 3,3 % en 2022, lorsqu'un nouvel assouplissement des restrictions liées à la pandémie et la résorption de la demande refoulée

avaient stimulé l'activité économique. Tandis que l'Union poursuit ses efforts pour réduire sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles provenant de la Fédération de Russie, la région demeure vulnérable face aux perturbations de l'approvisionnement énergétique, notamment les pénuries de gaz. Les perspectives économiques du Royaume-Uni sont particulièrement sombres en raison de la forte baisse des dépenses des ménages, des pressions budgétaires et des difficultés liées à l'offre résultant en partie du Brexit. Le pays est entré en récession au second semestre de 2022, et son PIB devrait se contracter de 0,8 % en 2023.

Bien qu'elle affiche une croissance modérée, l'économie japonaise devrait figurer parmi les économies développées les plus performantes en 2023. Contrairement à d'autres pays développés, le Japon a maintenu des politiques monétaire et budgétaire accommodantes. Les pénuries prolongées de puces électroniques, la hausse des coûts d'importation (liée à l'affaiblissement du yen japonais) et le ralentissement de la demande extérieure pèsent toutefois sur sa production industrielle. Le PIB du pays devrait augmenter de 1,5 % en 2023, ce qui est légèrement inférieur aux estimations pour 2022 (1,6 %).

La guerre en Ukraine a également eu une incidence considérable sur les perspectives économiques à court terme de la Communauté d'États indépendants et de la Géorgie. La contraction de l'économie de la Fédération de Russie et l'importante perte de production en Ukraine ont des retombées sur le reste de la région. Toutefois, la contraction de l'économie russe a été moins importante que prévu en 2022, le PIB n'ayant reculé que d'environ 3,5 % en raison d'un excédent massif de la balance courante, du maintien de la stabilité du secteur bancaire et de l'inversion d'un resserrement monétaire initialement prononcé. Plusieurs économies de la région ont enregistré une croissance plus rapide que prévu en 2022, ayant bénéficié de la délocalisation d'entreprises et de l'arrivée de nouveaux résidents ainsi que d'un apport de capitaux. L'amélioration des termes de l'échange a alimenté la croissance des exportateurs d'énergie de la région. Dans l'ensemble, le PIB

global de la Communauté des États indépendants et de la Géorgie (à l'exclusion de l'Ukraine, pour laquelle aucune prévision n'a été établie dans le présent rapport compte tenu des incertitudes liées à la situation) devrait se contracter de 1 % en 2023, après une baisse estimée à 1,6 % en 2022.

## **Assombrissement des perspectives dans la plupart des régions en développement**

La croissance chinoise devrait connaître une amélioration modérée en 2023 après avoir affiché des performances inférieures aux prévisions en 2022. Dans un contexte de confinements répétés liés à la pandémie et de tensions prolongées sur le marché de l'immobilier, le taux de croissance n'a été que de 3 % en 2022. Comme suite à l'abandon par le Gouvernement de sa politique « zéro COVID » à la fin de l'année et à l'assouplissement des politiques monétaire et budgétaire, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 4,8 % en 2023. Toutefois, la réouverture de l'économie devrait être semée d'embûches, et la croissance demeurera probablement bien en deçà du taux antérieur à la pandémie, qui était compris entre 6 et 6,5 %.

La reprise économique en Asie de l'Est demeure fragile, malgré une croissance moyenne supérieure à celle d'autres régions. En 2023, le PIB global devrait croître de 4,4 %, contre 3,2 % en 2022, principalement grâce à la reprise modeste de la croissance en Chine. Pourtant, de nombreuses économies de la région (autres que celle de la Chine) sont en perte de vitesse dans un contexte de résorption de la demande refoulée, d'augmentation du coût de la vie et d'affaiblissement de la demande à l'exportation en provenance des États-Unis et d'Europe. Cette situation coïncide avec un durcissement des conditions financières mondiales et l'adoption par les pays de politiques de contraction monétaire et budgétaire pour limiter les pressions inflationnistes. La reprise attendue de l'économie chinoise accompagnera la croissance dans l'ensemble de la région, mais toute nouvelle flambée pandémique pourrait provoquer des ralentissements temporaires.

En Asie du Sud, les perspectives économiques se sont considérablement détériorées en raison des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires, du resserrement monétaire et des vulnérabilités budgétaires. La croissance moyenne du PIB devrait connaître un ralentissement et passer de 5,6 % en 2022 à 4,8 % en 2023. La croissance devrait rester forte en Inde, autour de 5,8 %, ce qui est toutefois légèrement inférieur aux estimations pour 2022 (6,4 %), la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement mondial pesant sur les investissements et les exportations. Les perspectives sont moins engageantes pour les autres économies de la région. Le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka ont sollicité l'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) en 2022.

En Asie de l'Ouest, les pays producteurs de pétrole sont sortis du marasme économique, profitant des prix élevés et de la hausse de la production pétrolière, ainsi que de la reprise du secteur du tourisme. En revanche, la reprise est restée limitée dans les pays non producteurs de pétrole en raison d'un accès plus restreint aux financements internationaux et de fortes contraintes budgétaires. La croissance moyenne devrait ralentir, passant d'un taux estimé à 6,4 % en 2022 à 3,5 % en 2023, du fait de la détérioration des conditions extérieures.

En Afrique, la croissance économique devrait rester modeste, un environnement mondial volatil et incertain aggravant les difficultés intérieures. La région a subi de multiples chocs, notamment une demande plus faible de la part de partenaires commerciaux clefs (en particulier la Chine et l'Europe), une forte augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, une hausse rapide des coûts d'emprunt et des phénomènes météorologiques défavorables. La charge du service de la dette s'alourdisant, un nombre croissant de gouvernements cherchent à obtenir un soutien bilatéral et multilatéral. La croissance devrait ralentir, passant d'un taux estimé à 4,1 % en 2022 à 3,8 % en 2023.

Les perspectives en Amérique latine et dans les Caraïbes demeurent incertaines en raison de conditions extérieures défavorables, d'une marge

de manœuvre décisionnelle limitée sur le plan macroéconomique et d'une inflation obstinément élevée. La croissance régionale devrait ralentir pour s'établir à 1,4 % seulement en 2023, après une expansion estimée à 3,8 % en 2022. Les perspectives liées au marché du travail sont peu engageantes, et une réduction de la pauvreté dans la région est peu probable à court terme. Les plus grandes économies de la région – Argentine, Brésil et Mexique – devraient connaître une croissance très faible en raison du durcissement des conditions financières, de l'affaiblissement des exportations et des vulnérabilités intérieures.

Les pays les moins avancés, dont beaucoup sont très vulnérables face aux chocs extérieurs, rencontreront des difficultés importantes en 2023. Leur croissance devrait s'établir à 4,4 %, soit à peu près le même taux qu'en 2022 et nettement moins que la cible de 7 % visée dans l'objectif de développement durable no 8. Dans bon nombre de ces pays, le risque de décennie perdue augmente en raison de capacités productives limitées, d'une marge de manœuvre budgétaire insuffisante, d'importants déséquilibres macroéconomiques et de l'aggravation de la vulnérabilité de la dette. Pour les petits États insulaires en développement, les perspectives à court terme restent sombres. Les arrivées de touristes ne se sont pas totalement rétablies, et beaucoup de ces pays sont exposés de façon disproportionnée à des risques climatiques croissants et aux catastrophes naturelles.

## **Les banques centrales luttent énergiquement contre l'inflation**

Après une longue période de stabilité des prix, une forte inflation est réapparue dans de nombreux pays, touchant de façon disproportionnée les ménages à faibles revenus. Les pressions inflationnistes induites par la pandémie ont persisté, alimentées par une reprise rapide de la demande et une offre insuffisante dans un contexte de perturbations continues des chaînes d'approvisionnement. La flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que les nouvelles perturbations de l'offre provoquées par la guerre en Ukraine, ont fait

grimper l'inflation et nourri les anticipations inflationnistes à court et moyen terme. En 2022, l'inflation moyenne à l'échelle mondiale a atteint le niveau le plus élevé des 20 dernières années. La tendance à la hausse des prix devrait s'infléchir légèrement grâce à un resserrement monétaire agressif et à un ralentissement de la demande, mais l'inflation devrait rester élevée en 2023.

En 2022, les banques centrales du monde entier ont relevé leurs taux d'intérêt les unes après les autres pour maîtriser l'inflation et fixer les anticipations inflationnistes. Ce mouvement en direction d'un resserrement de la politique monétaire a été exceptionnellement large, plus de 85 % des autorités monétaires dans le monde ayant relevé leurs taux au cours de l'année écoulée. Ce resserrement mondial a été conduit par la Réserve fédérale, qui a relevé son taux directeur à six reprises, de 0 à 0,25 % en mars, puis dans la fourchette de 4,25 à 4,5 % en décembre 2022. Il s'agit là de la plus forte augmentation cumulative en une seule année depuis 1980. L'inflation ayant probablement atteint son niveau le plus élevé à la fin de 2022, les banques centrales, en particulier dans les pays développés, devraient ralentir le rythme des hausses des taux d'intérêt en 2023, surtout si l'inflation se rapproche des taux cibles fixés au niveau national.

## **Accroissement de la dette et de la vulnérabilité de la balance des paiements**

Les hausses marquées et rapides des taux d'intérêt, les tensions géopolitiques élevées et l'assombrissement des perspectives économiques mondiales ont entraîné un repli vers les valeurs refuges dans de nombreux pays, caractérisé par une inversion des flux d'investissements de portefeuille de non-résidents et par la dépréciation des monnaies nationales par rapport au dollar. L'affaiblissement des monnaies nationales a fait grimper la facture des importations et encore amplifié les pressions inflationnistes dans de nombreux pays en développement. Le durcissement des conditions financières sur les marchés internationaux des



capitaux a induit une augmentation des coûts de financement et des risques de refinancement, ce qui a eu des répercussions négatives sur les investissements et les perspectives de croissance.

Le durcissement rapide des conditions financières au niveau mondial a exacerbé la vulnérabilité de la balance des paiements et de la dette dans de nombreux pays en développement. Plusieurs pays importateurs de produits de base ont vu leurs besoins de financement extérieur bruts augmenter considérablement ces dernières années. Dans un contexte de hausse des coûts des emprunts souverains, le service de la dette extérieure est devenu plus onéreux et absorbe une part croissante des recettes fiscales. Une charge plus élevée du service de la dette limite la capacité d'engager les dépenses indispensables pour appuyer la reprise économique, protéger les groupes de population les plus vulnérables durant la crise du coût de la vie et financer le développement durable.

En Afrique, le service de la dette extérieure publique ou à garantie publique représentait en moyenne 10 % des recettes publiques en 2021, contre 3 % en 2011. En outre, du fait du durcissement des conditions financières, de nombreux pays en développement ont plus de difficultés à refinancer et à restructurer leur dette existante, ce qui accroît les risques de défaut de paiement. Un nombre croissant de pays en développement, dont plusieurs comptent une importante population de personnes vivant dans la pauvreté, connaissent une situation précaire en matière d'endettement.

## **Un nouveau coup porté aux objectifs de développement durable**

L'emploi a continué de se remettre des effets de la pandémie en 2022, à des degrés divers selon les pays. Dans de nombreuses économies développées, le marché du travail est devenu extrêmement tendu, marqué par un taux de chômage historiquement bas et des taux d'emploi et de postes vacants qui n'ont jamais été aussi élevés. Des secteurs tels que le bâtiment,

l'informatique et l'hôtellerie-restauration ont continué à souffrir de graves pénuries de main-d'œuvre. Dans la plupart des pays en développement, cependant, la reprise de l'emploi a été plus lente et le sous-emploi de la population active est resté très élevé. En 2022, le taux de chômage moyen des pays en développement était nettement plus élevé qu'avant la pandémie. Les pertes d'emploi qu'ont subi de façon disproportionnée les femmes en 2020 n'ont pas été entièrement compensées, même si la situation s'est récemment améliorée grâce à une hausse de l'emploi informel. Compte tenu de la dégradation de la situation générale au niveau mondial, les perspectives d'emploi pour 2023 et 2024 se sont réduites dans une grande majorité de pays.

Croissance au ralenti, inflation élevée et vulnérabilité croissante de la dette menacent de réduire à néant les progrès faits au prix de gros sacrifices en vue de la réalisation des objectifs de développement durable, aggravant une situation déjà dégradée à cause de la pandémie de COVID-19. Une période prolongée de ralentissement économique et de faible croissance des revenus compromettrait les efforts d'élimination de la pauvreté en limitant les capacités des pays à investir dans la santé, l'éducation, les infrastructures physiques et numériques et la transition énergétique.

La crise alimentaire et énergétique mondiale causée par la guerre en Ukraine frappe durement bon nombre de pays en développement. En outre, de graves sécheresses et inondations ont endommagé les cultures, en particulier dans certaines régions d'Afrique et d'Asie du Sud, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté. Dans un contexte de flambée des prix des denrées alimentaires et des engrais et de perturbations de l'approvisionnement, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave a plus que doublé entre 2019 et 2022.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, négociée par l'ONU et la Türkiye, a offert un certain répit. Grâce à elle, les exportations de denrées alimentaires de l'Ukraine vers le reste du monde ont pu reprendre, permettant le transport de 15 millions de tonnes de céréales et d'autres

denrées alimentaires entre août et la mi-décembre 2022. En outre, par un protocole d'accord signé en juillet 2022, la Fédération de Russie et le Secrétariat se sont mis d'accord pour faciliter l'accès sans entrave aux marchés mondiaux des produits alimentaires et des engrais provenant de Fédération de Russie, y compris les matières premières nécessaires à la production d'engrais. Néanmoins, compte tenu des incertitudes quant à la durée et à l'intensité du conflit, ainsi que des restrictions à l'exportation qui pourraient être appliquées dans les pays exportateurs de denrées alimentaires, il est probable que les problèmes d'approvisionnement persistent en 2023.

## **De nouvelles contraintes pour l'élaboration des politiques macroéconomiques**

Les décideurs politiques font face à des choix difficiles et doivent trouver des compromis pour guider leurs économies à travers les crises actuelles et stimuler une reprise inclusive et durable. Les politiques macroéconomiques doivent être soigneusement calibrées pour trouver un équilibre entre stimulation de la production et maîtrise de l'inflation, en veillant à coordonner efficacement les politiques monétaires et budgétaires pour limiter les risques d'un ralentissement économique prolongé et dévastateur. Les risques d'erreurs stratégiques sont importants, d'autant que les interventions de politique macroéconomique sont souvent impuissantes face aux chocs non économiques. Des erreurs stratégiques peuvent aggraver les ralentissements économiques et causer davantage de tort sur le plan socioéconomique, en particulier parmi les groupes vulnérables.

## **Le risque d'un resserrement excessif de la politique monétaire**

Les politiques monétaires sont soumises à de grandes contraintes et doivent ménager de nombreux équilibres. De nombreuses banques centrales de pays développés, dont la Réserve

fédérale américaine et la Banque centrale européenne, étaient dans un premier temps réticentes à relever leurs taux directeurs, considérant la hausse de l'inflation comme un phénomène passager. Lorsqu'il est devenu évident que les pressions inflationnistes étaient en train de s'installer dans la durée et risquaient de désancrer les anticipations d'inflation, les banques ont entrepris un resserrement monétaire agressif en relevant les taux à un rythme très rapide en 2022. Les banques centrales se trouvent aujourd'hui à un tournant décisif, car les perspectives économiques se sont réduites, l'inflation n'est pas encore totalement maîtrisée et les difficultés budgétaires demeurent. Le brusque resserrement monétaire opéré par les principales banques centrales du monde dans un mouvement synchronisé a causé un retrait trop rapide d'une trop grande quantité de liquidités des marchés, ce qui a eu d'importantes retombées négatives sur l'économie mondiale et réduit les perspectives économiques des pays vulnérables.

Un durcissement excessif de la politique monétaire mènerait l'économie mondiale sur la voie d'un ralentissement inutilement pénible, situation qui pourrait être évitée si, avant toute augmentation des taux d'intérêts, chaque banque centrale tenait dûment compte des répercussions réciproques qu'aurait une hausse similaire de la part d'autres banques centrales. Pour cela, les grandes banques centrales devront mieux se coordonner et étayer leur action par une communication claire sur leur stratégie, afin de ménager les anticipations inflationnistes.

## **Revoir les cibles d'inflation**

Compte tenu de la difficulté de maintenir la stabilité des prix tout en soutenant la croissance, les banques centrales doivent disposer de la marge de manœuvre la plus large possible pour leurs politiques, afin d'ancrer les anticipations inflationnistes à long terme. La crise inflationniste actuelle, une fois résorbée, sera pour elles l'occasion de revoir leurs cadres monétaires et de repenser les cibles d'inflation, à l'heure actuelle trop rigides. Plusieurs

possibilités s'offrent aux banques centrales pour qu'elles disposent d'une plus grande marge de manœuvre sans que cela ne nuise à la crédibilité de la politique monétaire. Le relèvement des cibles d'inflation dans les pays développés de 2 % à 3 % ou 4 % peut donner davantage de marge de manœuvre pour stimuler l'emploi et la croissance en période difficile. Il est également possible d'adopter une fourchette cible, par exemple entre 2 % et 3,5 %, ou d'agir sur le niveau des prix et non pas sur le taux d'inflation annuel.

Si la réforme des cadres existants peut apporter des avantages considérables, les banques centrales devront également engager un processus volontaire et exhaustif pour éviter les pertes de crédibilité et le désancrage des anticipations inflationnistes. Une réévaluation et un recalibrage des outils de politique monétaire tenant compte des expériences accumulées depuis la crise financière mondiale pourraient permettre une meilleure action en faveur de la stabilité des prix et de la crédibilité des politiques tout en favorisant le plein emploi et la croissance économique.

## **La nécessité impérieuse d'éviter l'austérité budgétaire**

Face aux déficits budgétaires chroniques et aux niveaux élevés de dette publique, de nombreuses voix préconisent d'assainir les finances publiques au plus vite, alors même que le relèvement après la récession causée par la pandémie de COVID-19 n'est pas encore achevé et demeure fragile. Toutefois, une austérité budgétaire dévastatrice sur le plan social et potentiellement autodestructrice serait malvenue à l'heure actuelle. De fait, l'austérité budgétaire tend à être associée à des réductions des dépenses sociales qui entraînent de grandes souffrances et touchent de manière disproportionnée les groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Les coupes pratiquées dans les budgets publics réduisent ou éliminent souvent les programmes et les services sociaux qui bénéficient davantage aux femmes qu'aux hommes, ce qui entraîne des pertes de revenus

pour les femmes, limite leur accès aux soins de santé et à l'éducation et accroît le travail non rémunéré et la pauvreté en temps. De telles conséquences ne font qu'aggraver la situation déjà désastreuse de celles et ceux qui n'ont pas encore retrouvé un emploi et des moyens de subsistance à cause d'une reprise économique plus faible que prévu. Par ailleurs, un passage trop précoce ou plus important que nécessaire à l'austérité étoufferait la croissance, retarderait les sorties de crise et compromettrait le financement indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable et à la lutte contre les changements climatiques.

Dans une conjoncture macroéconomique et financière de plus en plus difficile, de nombreux pays en développement risquent d'entrer dans un cercle vicieux de ralentissement des investissements et de la croissance et d'alourdissement du service de la dette. La mise en place prématurée d'une politique d'assainissement des finances publiques, par des réductions des dépenses ou des hausses d'impôts importantes, risquerait d'entraîner l'économie dans une récession ou dans une croissance faible à long terme. La soutenabilité de la dette des pays en développement s'en trouverait compromise.

Des dépenses budgétaires bien ciblées sont particulièrement efficaces pour soutenir la croissance et le développement en période de marasme économique, grâce aux importants effets multiplicateurs des dépenses publiques. Dans la plupart des pays en développement, la production effective reste inférieure à la production potentielle, ce qui se traduit par un marasme économique persistant. Dans une telle situation, l'investissement public ne supplante pas l'investissement privé, mais peut au contraire constituer un puissant outil de création d'emploi et de croissance. Il stimule non seulement la demande globale à court terme, mais aussi la formation de capital, ce qui accroît les capacités de production et augmente la croissance potentielle. Particulièrement à un moment où les incertitudes sont nombreuses, une stratégie d'investissement public est un signe de volonté politique et attirera



probablement les investissements privés, qui demeureront essentiels pour atténuer les séquelles de la pandémie. En développant les capacités productives, l'investissement public peut également atténuer les contraintes liées à l'offre et réduire les pressions inflationnistes à moyen terme. La marge de manœuvre budgétaire étant limitée dans la plupart des pays, les dépenses publiques doivent être bien gérées, ciblées et efficaces.

Face aux difficultés actuelles, il faut un plan de relance des objectifs de développement durable, comme l'a récemment proposé le Secrétaire général. Un tel plan contribuerait à compenser la dégradation des conditions de financement et permettrait aux pays en développement d'accroître leurs investissements dans le développement durable. Le plan répond à la fois aux besoins urgents à court terme et aux besoins de financement du développement durable à long terme. Il suppose une augmentation massive de ces financements, notamment pour l'aide humanitaire et l'action climatique, au moyen de financements à des conditions concessionnelles ou non.

## **La politique budgétaire au service de la croissance et des objectifs de développement durable**

Plusieurs options s'offrent aux pays en développement pour maintenir et élargir la marge de manœuvre budgétaire existante et optimiser les effets positifs des dépenses publiques sur la croissance et le développement durable. Les gouvernements devront redéfinir les priorités et réaffecter les dépenses publiques pour aider les groupes vulnérables par des interventions directes. Pour cela, il faudra renforcer les systèmes de protection sociale et assurer le soutien grâce à des subventions ciblées et temporaires, des transferts en espèces et des tarifs préférentiels pour les services publics, mesures qui pourront être complétées par une baisse des taxes à la consommation ou des droits de douane.

Les gouvernements peuvent cibler, favoriser et attirer les investissements privés dans des secteurs essentiels, notamment l'éducation, la santé, les infrastructures numériques, les nouvelles technologies, ainsi que l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci. Les investissements publics stratégiques dans ces secteurs peuvent se traduire par une importante rentabilité sociale, accélérer la hausse de la productivité et renforcer la résilience face aux chocs économiques, sociaux et environnementaux.

En outre, les gouvernements devront redoubler d'efforts pour élargir la base du revenu et ainsi améliorer le recouvrement des impôts et renforcer la viabilité budgétaire. À court terme, la transformation numérique et le recours aux nouvelles technologies, par exemple, peuvent aider à réduire l'évasion et la fraude fiscales et améliorer les recettes fiscales. À moyen terme, les gouvernements devront mettre en œuvre des réformes fiscales et élargir les assiettes fiscales grâce à des impôts progressifs sur le revenu et le patrimoine.

## **Renforcer la coopération internationale est impératif**

La pandémie, les crises alimentaire et énergétique mondiales, les risques climatiques et la crise de la dette qui guette de nombreux pays en développement mettent à l'épreuve les cadres multilatéraux existants. La coopération internationale est plus importante que jamais si l'on veut faire face aux multiples crises mondiales et remettre le monde sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable.

Depuis le début de la pandémie, la communauté internationale soutient financièrement les pays en développement ; le FMI a ainsi multiplié les prêts d'urgence à destination de ces pays, tout récemment, par exemple, dans le cadre du nouveau guichet « chocs alimentaires ». En août 2021, une émission de droits de tirage spéciaux du FMI de 650 milliards de dollars – la plus importante de l'histoire – a été approuvée afin de fournir des liquidités au système financier

mondial. Toutefois, seule une petite fraction – 21 milliards de dollars – a été affectée aux pays à faible revenu. Certains pays ont réaffecté une partie de leurs droits de tirage spéciaux à l'Afrique, à commencer par la Chine, qui a promis d'affecter au continent 10 milliards de dollars sur les 40 milliards qui lui avaient été alloués. Si les droits de tirage spéciaux restent une source importante de liquidités pour les pays ayant des problèmes de balance des paiements, leur taux d'intérêt a fortement augmenté en 2022. La communauté internationale devra plafonner les taux d'intérêt et les frais afin de garantir que les pays les plus pauvres et les plus vulnérables puissent accéder à cette facilité pour répondre aux besoins de financement à court terme.

La communauté internationale devra par ailleurs consentir une aide plus importante pour régler le problème du surendettement, lorsque des chocs exogènes limitent la capacité des pays d'honorer leurs dettes. Le Cadre commun du Groupe des 20 pour le traitement de la dette reste le principal mécanisme international d'allègement de la dette dont disposent les pays les moins avancés et les autres pays à faible revenu en situation de surendettement. Ce cadre n'a toutefois pas répondu aux attentes. Seuls trois pays ont demandé un allègement de leur dette et aucune restructuration n'a été conclue depuis son entrée en vigueur, il y a plus d'un an et demi. De l'avis général, le Cadre est inefficace, car il ne parvient pas à fournir des solutions pragmatiques, rapides, complètes et tournées vers l'avenir à tous les pays en situation de surendettement. Ces solutions doivent inclure un gel du paiement

du service de la dette, une concertation entre les créanciers officiels et le débiteur et les créanciers privés, ainsi qu'un processus de restructuration clairement défini. Au-delà de ces mesures immédiates, il convient d'établir un mécanisme international officiel pour la restructuration de la dette souveraine. Il est également possible d'améliorer les contrats de prêt, par exemple avec des emprunts dont le remboursement serait conditionné par la situation économique de l'État emprunteur ou des clauses d'action collective renforcées.

Le monde se trouve à un moment charnière, bientôt à mi-parcours du délai de réalisation des objectifs de développement durable. Plusieurs entités ont fait des estimations des montants nécessaires pour que les pays en développement atteignent les objectifs et soient à même de faire face à la crise climatique. Dans la plupart des cas, on estime qu'il faudra plusieurs milliers de milliards de dollars par an. Avec une marge de manœuvre budgétaire déjà limitée et alors que la stimulation de la croissance et la protection des plus vulnérables nécessite de plus en plus de fonds, les pays en développement ont beaucoup de difficultés à faire de tels investissements. Par ailleurs, des résultats positifs en faveur du climat et des objectifs de développement durable grâce à l'action menée dans un premier temps dans certains pays peuvent avoir d'importantes retombées positives dans le monde entier. Il est dans l'intérêt de tous les pays, qu'ils soient développés ou non, de renforcer la coopération internationale, afin de mobiliser les ressources nécessaires à l'obtention de tels résultats.

Pour plus d'informations  
[www.un.org/en/desa](http://www.un.org/en/desa)



**Nations  
Unies**

Département des  
affaires économiques  
et sociales